

Règlements et autres actes

A.M, 2021

Arrêté numéro 2021-20 du ministre des Transports en date du 9 septembre 2021

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2)

CONCERNANT la prolongation de la suspension de l'interdiction de circuler avec un véhicule routier sur les ponts P-15020 de l'autoroute 25 et P-10942 de l'autoroute 30 assujettis à un péage en vertu de la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport à moins que le montant du péage et les frais ne soient acquittés conformément à cette loi

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu l'article 633.2 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), suivant lequel le ministre des Transports peut, par arrêté, après consultation de la Société de l'assurance automobile du Québec, suspendre, pour la période qu'il indique, l'application d'une disposition de ce code ou de ses règlements, s'il estime que la mesure est d'intérêt public et n'est pas susceptible de compromettre la sécurité routière;

Vu que cet article prévoit que l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un arrêté pris en vertu de cet article 633.2;

Vu l'arrêté ministériel n^o 2020-20 (2020, G.O. 2, 5161B) qui suspend l'interdiction de circuler avec un véhicule routier sur les ponts P-15020 de l'autoroute 25 et P-10942 de l'autoroute 30 assujettis à un péage en vertu de la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (chapitre P-9.001) à moins que le montant du péage et les frais ne soient acquittés conformément à cette loi lorsque le véhicule routier ou, dans le cas d'un ensemble de véhicules routiers, le véhicule routier motorisé est muni d'une plaque d'immatriculation avec lettrage vert délivrée par la Société de l'assurance automobile du Québec et qu'un transpondeur enregistré pour le véhicule routier est à l'intérieur de celui-ci et qu'il fonctionne;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de prolonger cette suspension;

CONSIDÉRANT QUE le ministre estime que la prolongation de cette suspension est d'intérêt public et qu'elle n'est pas susceptible de compromettre la sécurité routière;

CONSIDÉRANT QUE la Société de l'assurance automobile du Québec a été consultée;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

1. L'article 2 de l'arrêté ministériel n^o 2020-20 (2020, G.O. 2, 5161B) est modifié par le remplacement de « 1^{er} octobre 2021 » par « 1^{er} janvier 2024 ».

2. Le présent arrêté entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 9 septembre 2021

Le ministre des Transports,
FRANÇOIS BONNARDEL

75646